

Mars-avril 2008



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

VINGT-CINQUIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'AFRIQUE
NAIROBI (KENYA), 16-20 JUIN 2008
URBANISATION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Table des Matières

	Paragraphes
1. INTRODUCTION	1 - 4
2. URBANISATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	
2.1 Urbanisation de la population en Afrique subsaharienne	5 - 8
2.2 Pauvreté urbaine	9 - 11
3. Sécurité alimentaire urbaine en Afrique subsaharienne	12
3.1 Disponibilité globale des aliments en ASS	13 - 17
3.2 Accès aux aliments	18 - 22
3.3 Régime urbain et sécurité alimentaire	23 - 27
4. URBANISATION ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES POUR LA PRODUCTION DES ALIMENTS	
4.1 Terres agricoles dans le contexte de l'urbanisation	28 - 31
4.2 Ressources hydriques dans le contexte de l'urbanisation	32 - 35
4.3 Agriculture urbaine et périurbaine	36 - 38
4.4 Foresterie urbaine et périurbaine	39 - 40
5. CONCLUSION ET PERSPECTIVES	41 - 46

Références

1. INTRODUCTION

1. Au cours des dernières décennies, le monde a connu une croissance impressionnante de sa population urbaine. En 2007, le monde a atteint une étape invisible mais capitale: pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié de la population humaine, soit 3,3 milliards d'habitants, vit en zone urbaine (FNUAP, 2007). Dans ce millénaire urbain, l'Afrique subsaharienne (ASS) est confrontée à plus de défis de développement que toute autre région majeure du monde. Cette région abrite une part croissante de la population mondiale vivant dans la pauvreté absolue. En 1980, une personne pauvre sur dix (1/10) vivait en ASS. En 2000, ce ratio avait atteint une personne sur trois (1/3). Les projections futures prédisent que bientôt, ce sera une personne sur deux (1/2), avec un nombre croissant de populations pauvres vivant en zone urbaine (Cohen, 2006). En ASS, près de 38 pour cent de la population vit actuellement en zone urbaine, avec 75 pour cent des pauvres des zones rurales qui dépendent en grande partie de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance. À l'horizon 2030, il est prévu que près de la moitié (48,3 pour cent) de la population de l'ASS sera urbaine (UNS, 2007). La plupart de ces personnes vivront dans des quartiers précaires, sans accès à une alimentation, une eau ou un assainissement décents.

2. La pauvreté urbaine en ASS a un sens plus large de dénuement cumulé, caractérisé par des conditions de vie sordides, les risques que comporte un mauvais assainissement pour la santé et la vie, la pollution de l'air, les catastrophes naturelles et la dislocation des réseaux de sécurité traditionnels, familiaux et communautaires. L'insécurité alimentaire dans les villes d'Afrique subsaharienne a été relativement invisible. En fait, la pauvreté et l'insécurité alimentaire en ASS ont été, pendant des décennies, considérées comme des problèmes ruraux. En revanche, certains analystes montrent que, non seulement la pauvreté urbaine s'accroît rapidement, mais que par le passé, elle a eu tendance à être sous-estimée (Satterthwaite, 2005).

3. Bien que l'urbanisation, comme processus de transition d'une société rurale vers une société plus urbaine, soit un moteur de la modernisation, de la croissance économique et du développement, l'on s'inquiète de plus en plus des effets que l'expansion des villes a sur la pauvreté, la sécurité alimentaire, la santé humaine et l'environnement en ASS. Baker et Pedersen (1992) ont observé que l'urbanisation en ASS n'était pas nécessairement liée à l'industrialisation et à la croissance économique. Elle procédait surtout d'une logique d'exploitation (et même d'un certain parasitisme) qui sapait l'agriculture et le développement rural. Les taux élevés de croissance démographique générale en ASS ont contribué à l'expansion rapide et non planifiée de zones de peuplement à faible revenu à la périphérie de nombreuses villes, sans extension parallèle des installations et des services publics.

4. Le phénomène de l'urbanisation, qui constituera l'une des forces sociales les plus puissantes des années à venir, présente des défis sérieux pour la garantie de la sécurité alimentaire des ménages dans un contexte caractérisé par des taux élevés de chômage, un développement croissant du secteur informel, la détérioration des infrastructures, le surpeuplement et la dégradation de l'environnement. L'un des principaux défis sera de savoir comment assurer la disponibilité de quantités suffisantes d'aliments nutritifs, à des coûts abordables à une population urbaine en évolution constante, avec moins d'eau, moins de terre et moins de travail. La première section de ce document présente les tendances actuelles tant en termes d'urbanisation de la population qu'en termes de

pauvreté. La deuxième section examine la disponibilité globale de la nourriture en ASS, à partir d'études de cas et des données de la FAO. Le document évalue également le différentiel entre les zones urbaines et les zones rurales en termes d'accès à la nourriture, de qualité des aliments et de valeur diététique. La troisième section décrit les impacts de l'urbanisation sur les zones rurales et périurbaines, notamment en ce qui concerne l'utilisation des ressources naturelles pour la production des aliments.

2. URBANISATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

2.1 *Urbanisation de la population en Afrique subsaharienne*

5. Les définitions des zones urbaines et des zones rurales peuvent varier d'un pays à l'autre. Elles peuvent même varier avec le temps, dans le même pays. Néanmoins, l'urbanisation peut être considérée comme le résultat de développements sociaux, économiques et politiques qui conduisent à une concentration urbaine et une croissance des grandes villes, à des changements dans l'occupation de la terre et à une transformation des schémas ruraux d'organisation et de gouvernance vers des schémas métropolitains (Satterthwaite, 2005). De nombreuses causes expliquent le processus d'urbanisation accéléré (notamment, mais sans s'y limiter):

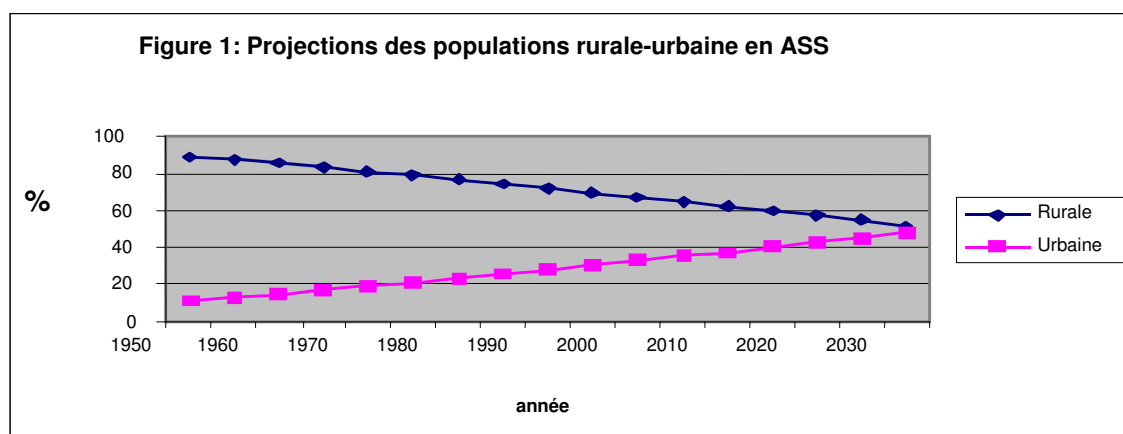
- L'insécurité alimentaire et le manque d'emploi en zone rurale:
 - L'accroissement naturel de la population (plus de naissances que de décès);
 - La dégradation de la terre et la désertification
 - Les gens qui fuient la discrimination (exemple, le VIH/SIDA)
- L'attrait des villes
 - Plus d'emplois dans l'industrie ou les services;
 - La disponibilité de meilleurs services (hôpitaux, écoles, etc.);
 - Les causes sociales et culturelles, comme l'attrait de la vie moderne dans les villes;
- Des causes contingentes: les personnes déplacées par les conflits, les catastrophes, la sécheresse, etc.

6. Selon le FNUAP (2007), l'accroissement naturel de la population représente environ 60 pour cent de la croissance de la population urbaine dans la plupart des pays. Le reste de la croissance urbaine (40 pour cent en gros) est constitué à la fois par des migrants et de personnes dont le statut a fait l'objet d'une nouvelle classification.

7. L'urbanisation de la population des pays en développement a été envisagée de différentes manières par différents observateurs. Chez certains, elle a été perçue comme une force positive du développement économique, dans la mesure où la main-d'œuvre active quitte l'agriculture pour s'orienter vers des activités plus rémunératrices. Selon ce point de vue, les nouvelles opportunités économiques dans les zones urbaines attirent les travailleurs ruraux qui en tirent des bénéfices directs, et cela peut également avoir des effets positifs sur les zones rurales. Pour d'autres, l'urbanisation a été perçue de façon moins positive, notamment comme précurseur inopportun de nouveaux problèmes de pauvreté. Ceux qui soutiennent ce point de vue évoquent souvent les aspects exogènes négatifs d'une pauvreté géographiquement localisée et son caractère irréversible, lié aux différents coûts de la migration, ce qui signifie que ceux qui migrent vers les zones urbaines ne peuvent pas facilement retrouver le niveau de vie dont ils jouissaient dans les

zones rurales (Ravallion *et al.*, 2007). Dans tous les cas, l'urbanisation en Afrique subsaharienne n'a entraîné aucun développement significatif, et les résidents des zones urbaines doivent faire face à des problèmes quotidiens de plus en plus aigus, tels que le manque d'eau potable, d'infrastructures viables en matière d'assainissement et de protection de l'environnement (la pollution de l'air, l'exposition aux toxines et aux déchets), une pauvreté et une insécurité alimentaire accrues. En ASS, l'urbanisation est devenue pratiquement synonyme d'émergence de taudis; 72 pour cent de la population dans la région vit dans des conditions précaires. La population des taudis dans la région a presque doublé en l'espace de 15 ans, atteignant les 200 millions en 2005 (FNUAP, 2007).

8. Actuellement, environ 30 pour cent de la population en ASS vit en zone urbaine (UNS, 2007). Bien que la tendance générale en ASS indique que la population urbaine augmente, le phénomène de l'urbanisation de la population n'est pas homogène à l'intérieur de l'Afrique subsaharienne. En effet, près de la moitié (57 pour cent) de la population de l'Afrique australe est actuellement urbaine, tandis que seulement 22 pour cent de la population en Afrique de l'Est vit en zone urbaine. L'Afrique du Centre et l'Afrique de l'Ouest comptent actuellement 40 pour cent et 42 pour cent de leurs populations dans les zones urbaines, respectivement. La population de l'Afrique de l'Ouest va pratiquement doubler entre 1995 et 2020 et, près des deux tiers (2/3) de cette croissance est prévue se réaliser dans les villes. A l'horizon 2030, on estime que près de la moitié de la population en ASS sera urbaine (Figure 1), alors que la partie orientale du continent sera encore essentiellement rurale.



Source: Création des auteurs à partir des données de l'UNS (2007)

2.2 Pauvreté urbaine

9. En 1996, 33 pour cent de la population urbaine en Éthiopie vivait en dessous du seuil de pauvreté, sur la base d'un seuil de pauvreté total qui était l'équivalent de 1,78 fois le seuil de pauvreté alimentaire et d'un apport calorique alimentaire de 2 200. En 2000, la population urbaine en dessous du seuil de pauvreté est montée à 37 pour cent. En 1998, les statistiques officielles du Burkina Faso montraient que 16,5 pour cent de la population urbaine vivait en dessous du seuil de pauvreté, uniquement sur la base du coût des denrées alimentaires. Pour la même année 1998, les statistiques officielles au Malawi ont montré

que 54,9 pour cent de la population urbaine vivait en dessous du seuil de pauvreté, sur la base d'une estimation correspondant à 1,5 fois le coût des aliments. Selon Satterthwaite (2005), les statistiques relatives aux niveaux de pauvreté urbaine dans plusieurs pays ou dans plusieurs villes sont inférieures à la proportion réelle de personnes vivant dans des habitations de très mauvaise qualité et manquant d'infrastructures ou de services de base.

10. Les analyses sur l'étendue de la pauvreté urbaine se sont focalisées sur la définition des seuils de pauvreté et la quantification de la proportion de personnes vivant en dessous de ces seuils. L'utilisation du seuil de pauvreté basé sur le revenu devrait refléter le vrai coût monétaire que représenterait pour les personnes ou les ménages la satisfaction de leurs besoins. Cependant, la plupart des auteurs des analyses de la pauvreté urbaine s'accordent sur le fait que la pauvreté devient, de toute évidence, plus urbaine. Bien que les villes contiennent de plus en plus de personnes pauvres, elles représentent aussi, pour la plupart d'entre elles, le meilleur moyen d'y échapper

11. Sur le chemin de la réalisation des OMD, il est nécessaire que les agences internationales de développement et les Gouvernements se penchent plus sérieusement sur le problème de la pauvreté urbaine (qui a été sous-estimée dans la plupart des pays de l'ASS). L'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers précaires nécessitera que l'on accorde une attention plus grande aux questions de pauvreté urbaine qui étaient, ou sont encore, considérées comme moins graves que les questions de pauvreté rurale. Le fait de traiter la pauvreté « rurale » et la pauvreté « urbaine » séparément et de les mettre en concurrence pour l'obtention des ressources est, non seulement une erreur conceptuelle, mais c'est aussi faire preuve d'une appréciation trop partielle du problème. Selon Mandela (2000), nous devons surmonter l'attitude mentale qui oppose le développement rural au développement urbain. La pauvreté n'a pas de frontières. Le développement rural et le développement urbain sont deux faces d'une même pièce.

3. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE URBAINE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

12. La sécurité alimentaire se définit par le fait que les ménages sont en mesure d'assurer en permanence à tous leurs membres l'accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, saine et nourrissante pour satisfaire leurs préférences et leurs besoins alimentaires et leur permettre de mener une vie saine et active. (FAOa, 2003). Les données quantitatives concernant la demande urbaine en aliments et la sécurité alimentaire en ASS sont rares. Le présent document a essayé de passer en revue la littérature existante et les données de la FAO sur:

- La disponibilité globale des aliments dans la région;
- L'accès aux aliments dans les villes;
- Le régime urbain et la sécurité alimentaire.

3.1 Disponibilité globale des aliments en ASS

13. Les aliments disponibles pour la consommation en zone urbaine sont avant tout produits dans les zones rurales ou périurbaines ou alors importés. Au fur et à mesure de l'expansion des villes, celles-ci ont de plus en plus besoin d'aliments qui doivent être transportés et distribués dans l'ensemble des zones urbaines. En 1964, la production céréalière totale en ASS était de 32 millions de tonnes pour une demande céréalière totale de 33 millions de tonnes seulement (Tableau 1). En 1999, la demande céréalière totale

dépassait la production de 15 millions de tonnes. Le nombre de personnes sous-alimentées à cette période était de 194 millions. Les projections montrent qu'en 2015, l'on connaîtra un déficit de 25 millions de tonnes de céréales en ASS et que le nombre de personnes sous-alimentées atteindra 205 millions (FAO, 2003b). Parmi les céréales, le riz est la source alimentaire à la croissance la plus rapide. La consommation de riz a augmenté de 5,3 pour cent entre 1995 et 2001 en ASS, alors que le taux de croissance de la production pendant la même période n'était que de 2 pour cent. Pour répondre à la forte demande de riz, en particulier dans les zones urbaines, les importations, au cours de la même période, ont augmenté de 8,4 pour cent par an si bien que l'Afrique subsaharienne consomme actuellement 20 pour cent du total des importations de riz dans le monde. Avec cette tendance, les pays de l'ASS dépensent annuellement plus de US\$ 1,2 milliards en importation de riz (FAOSTAT, 2007). En outre, les importations subventionnées de produits alimentaires pour nourrir les villes font la concurrence aux produits locaux, rendant ainsi l'agriculture locale non rentable et entraînant l'abandon de l'agriculture comme moyen de subsistance

Tableau 1: Bilan céréalier et consommation alimentaire par habitant en ASS

	Demande (en millions de tonnes)	Production (en millions de tonnes)	Nombre de personnes sous- alimentées en millions (sauf le Nigéria)	Consommation alimentaire par habitant (kcal/personne/jour)
1964/66	33	32		2058
1974/76	43	40		2079
1984/86	57	48	168¹	2057
1997/99	86	71	194	2195
2015	139	114	205	2360
2030	208	168	183	2540

Source: adaptée de la FAO (2003b)

14. Si l'on considère le niveau mondial, il ressort que l'ASS (sauf le Nigéria) est la seule région qui n'a pas réussi à accroître la consommation alimentaire par habitant. Les projections montrent qu'à l'horizon 2030, la consommation alimentaire par habitant pour l'ASS sera de 2 540 kcal/personne/jour, alors que les autres pays en développement seront au-dessus de 2 900 kcal/personne/jour (FAO, 2003b). Au milieu des années 1980, la production céréalière était relativement faible et la pauvreté était relativement élevée aussi bien en Asie du Sud qu'en ASS. Quinze ans plus tard, en Asie du sud, la production avait augmenté de plus de 50 pour cent et la pauvreté avait chuté de 30 pour cent. En ASS, la production et la pauvreté étaient pratiquement inchangées (Banque mondiale, 2007).

15. Des quantités accrues d'aliments doivent être transportées vers les villes et distribuées dans les zones urbaines en expansion. Ceci signifie qu'un nombre croissant de camions chargés d'aliments entreront dans les villes. Cela signifie également que les infrastructures et les services de distribution alimentaires existants subiront une pression supplémentaire, alors qu'ils sont, pour la plupart, déjà inefficaces. Dans les pays en

¹ Pour 1990/92

développement, les longues distances, les mauvaises routes, les camions mal entretenus et le surpeuplement entraînent la perte de 10 à 30 pour cent des produits en transit (FAO, 2005). Par ailleurs, les villes en ASS s'étendent, accroissant ainsi la distance entre le centre et la périphérie. Cette situation devrait contribuer à réduire la disponibilité des aliments dans certaines zones des cités en expansion.

16. En Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC), la plupart des grandes villes sont situées dans un rayon de 500 km de la côte atlantique. En Afrique de l'Est et australe (AEA), la plupart des grandes villes s'étendent sur l'ensemble de la masse continentale souvent à plus de 100 km de l'Océan indien et de la Côte atlantique). Les implications de cette situation sont que les villes en AOC pourraient être plus facilement approvisionnées de l'extérieur, d'où l'énorme défi qui se pose au secteur agricole pour la mise en place de chaînes d'approvisionnement efficaces à partir de l'intérieur du continent en vue de l'alimentation de ces villes. Aussi, l'amélioration des infrastructures et de la logistique des chaînes alimentaires et des mouvements à partir de l'intérieur en AOC sera-t-elle absolument capitale au cours des deux prochaines décennies. De même, en AEA, alors que les villes sont situées plus à l'intérieur des terres, l'approvisionnement des produits depuis la côte jusqu'à l'intérieur sera le principal défi si le secteur agricole doit faire face à ses problèmes. Pour l'instant, des pays comme la Zambie et le Malawi ont trouvé utile de subventionner les intrants en termes d'engrais (en grande partie en couvrant les coûts de transport et de distribution interne).

17. Dans le cadre d'un déficit global de la production agricole, il est nécessaire de rehausser la productivité agricole en créant un environnement économique et des politiques favorables. L'entretien des infrastructures et l'amélioration des systèmes de commercialisation contribueront également à assurer une disponibilité accrue de denrées alimentaires dans de nombreuses villes d'Afrique subsaharienne.

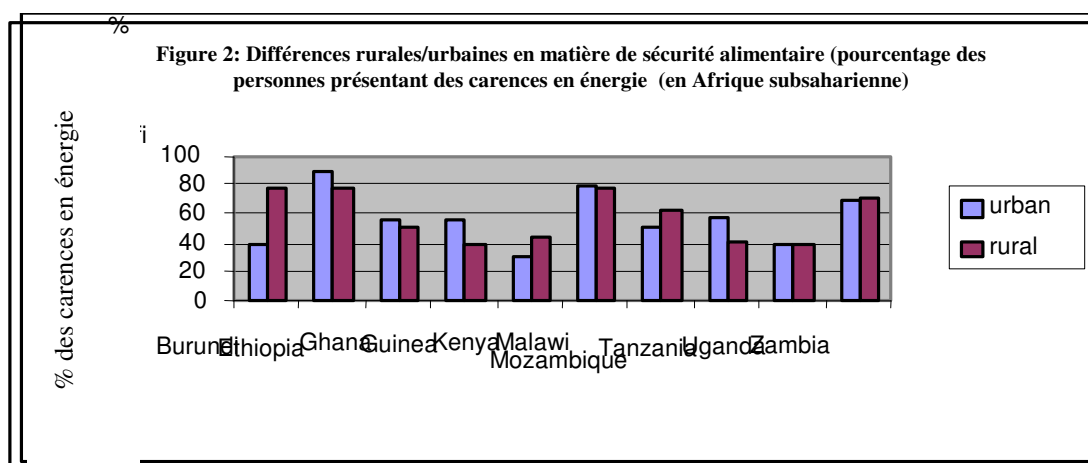
3.2 *Accès aux aliments*

18. À Accra, au Ghana, les ménages achètent en moyenne 90 pour cent de leurs aliments (Maxwell *et al.*, 2000). Ils ne peuvent exploiter les ressources naturelles pour leur nourriture, leur énergie et leurs boissons comme leurs homologues ruraux. À Ouagadougou, au Burkina Faso, les aliments comptent pour une grande part (environ 40 pour cent) des dépenses totales en espèces (Savané, 1992). Les ménages urbains plus défavorisés doivent affecter une proportion très élevée de leurs revenus disponibles à la nourriture, entre 54 et 76 pour cent dans les capitales subsahariennes (Delishe, 1990). Il est évident que dans ce contexte urbain, plus la proportion du revenu dépensée en nourriture par les groupes socioéconomiques à faible revenu est élevée, plus précaire sera leur situation alimentaire, bien que les parts du budget alimentaire dans différentes villes puissent ne pas être directement comparables.

19. Le pourcentage de la population urbaine présentant des carences en énergie (en termes de kcal/personne/jour consommés) est élevé dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Au moins 40 pour cent de la population urbaine au Burundi, au Ghana, en Guinée et en Tanzanie, présente des carences en énergie, avec des pourcentages atteignant 90 pour cent dans les zones urbaines éthiopiennes et 76 pour cent et 72 pour cent dans les

zones urbaines du Malawi et de la Zambie, respectivement² (Figure 2). Il nous faut cependant noter que le nombre absolu de personnes présentant des carences en énergie dans les zones rurales dépasse nettement celui qui a été enregistré dans les zones urbaines. A l'horizon 2030, la consommation alimentaire par habitant en ASS sera de 2 540 Kcal/personne/jour, soit en dessous de la moyenne de 2 900 Kcal/personne/jour dans le reste des régions en développement. Cette situation ne reflète pas les différences entre les zones rurales et les zones urbaines en matière de sécurité alimentaire.

20. L'insécurité alimentaire dans les villes africaines est beaucoup plus un phénomène individuel dans les ménages et beaucoup moins un phénomène communautaire, que dans les zones rurales africaines. Les groupes vulnérables dans les villes disposent souvent de moins de filets de sécurité informels (les liens de parenté et les réseaux communautaires). Leur dépendance vis-à-vis des aliments achetés est davantage aggravée par leur incapacité à accéder et à utiliser les ressources naturelles pour produire leur nourriture.



Source: Smith et Aduayom (2003)

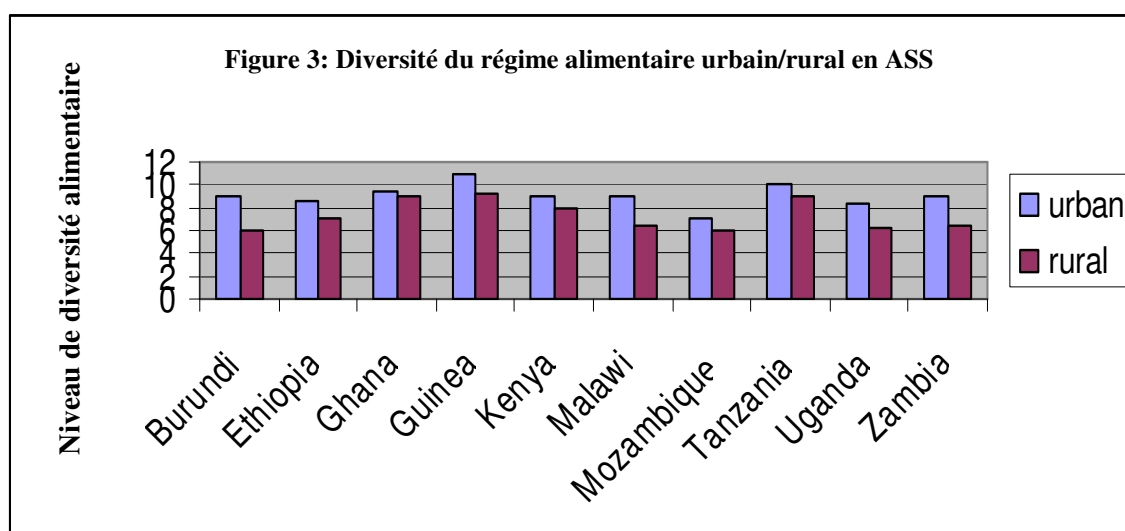
21. En outre, les ménages urbains pauvres sont susceptibles de résider dans des habitats précaires, sans route, sans eau ou sans électricité adéquates. Ils sont également situés loin des marchés urbains qui se trouvent généralement au centre des villes. La distance à parcourir jusqu'aux marchés qui offrent la plus grande variété de produits pose un problème, c'est-à-dire qu'il faut soit accepter le long trajet (temps, coût et désagréments), soit se rendre dans les petits magasins locaux et accepter un prix beaucoup plus élevé, comme c'est le cas pour la ville de Dar es-Salaam, De Langen (1994). Dans cette ville, la distance maximale du centre à la périphérie qui n'était que de 6 à 13 km en 1969, a atteint 15 km en 1978, puis 30 km le long de certaines routes au milieu des années 1990 (Diaz Olvera *et al.*, 2003). Les contraintes quotidiennes vécues par les ménages les plus pauvres dans leur lutte contre l'insécurité alimentaire sont encore aggravées par le manque d'eau et d'assainissement.

² La méthodologie utilisée pour obtenir les statistiques ne prend pas en compte les différences potentielles en dépense d'énergie entre individus vivant en zones urbaines et en zones rurales.

22. Dans les zones urbaines, les principaux facteurs déterminants de la disponibilité des aliments au niveau des ménages sont le prix des aliments, le revenu du ménage, l'accès à la production domestique (agriculture urbaine) et l'accès aux transferts formels et informels. Dans ce contexte, l'accès individuel à la nourriture dépend de la capacité à générer des revenus. Malheureusement, la majorité des résidents urbains en ASS sont employés dans les secteurs informels où les salaires sont d'un strict minimum et sont insuffisants pour la réduction de la pauvreté.

3.3 Régime et sécurité alimentaires dans les zones urbaines

23. La diversité des régimes alimentaires au niveau des ménages, définie comme le nombre d'aliments ou de groupes d'aliments consommés par les ménages sur une période donnée, se trouve être toujours élevée dans les zones urbaines, comparativement aux zones rurales (Figure 3); néanmoins, dans nombre de ces pays, notamment le Kenya, le Mozambique, l'Ouganda et la Zambie, les populations pauvres urbaines avaient des niveaux de diversité alimentaire aussi faibles que les populations rurales. Selon Ruel *et al.* (2004), la diversité alimentaire semblait être fortement associée au revenu. Les consommateurs des zones urbaines ont moins de temps à accorder à la préparation de la nourriture, comparativement aux zones rurales. À mesure que la taille des villes s'accroît, l'on passe plus de temps dans le transport et de moins en moins de personnes peuvent rentrer chez elles pour le déjeuner. Les gens ont une préférence pour les repas prêts à consommer, près des lieux de travail (très peu d'employeurs ou d'institutions proposent des repas et un service traiteur). Les repas préparés à la maison ont été progressivement remplacés par les repas pris au restaurant et dans la rue. À Ibadan, au Nigéria, 98 pour cent des élèves achètent leur petit-déjeuner dans la rue (Ruel *et al.*, 1999).



Source: Smith et Aduayom (2003)

24. À Accra, les ménages dirigés par les femmes obtiennent 20 pour cent de plus de calories des aliments de la rue que les ménages dirigés par les hommes (Levin *et al.*, 1999). Mais la sécurité alimentaire devient une préoccupation sérieuse dans de nombreuses zones urbaines en ASS où la mauvaise manipulation, une réfrigération inadéquate, le manque d'assainissement et d'eau potable peuvent entraîner une contamination de la nourriture. La plupart des vendeurs ont peu d'éducation formelle et

aucune formation formelle pour la préparation dans des conditions d'hygiène et de sécurité et la plupart d'entre eux sont des opérateurs individuels: il existe encore très peu d'associations organisées de vendeurs; il n'y a donc pas de mécanisme permettant d'accéder au crédit, aux informations sur la nutrition ou aux ingrédients d'une meilleure qualité nutritionnelle ou d'échanger avec des organismes de contrôle de la qualité des aliments.

25. Dans une étude réalisée à Dakar, au Sénégal, de 2003 à 2004, Cardinale *et al.* (2005) ont isolé la *Salmonelle spp* dans 20,1 pour cent des 148 restaurants de la rue étudiés et dans 10,1 pour cent d'échantillons de plats à base de volaille. A Harare, au Zimbabwe, Gadaga *et al.*, (2007) ont trouvé que les légumes frits avaient l'incidence la plus élevée d'échantillons qui se sont révélés positifs pour la recherche du *Bacillus cereus* (31 pour cent), suivis des salades (21 pour cent). Les études en sécurité alimentaire réalisés dans le district Ga du Ghana en juillet 1998 ont révélé que seuls 1,8 pour cent des « restos rapides » répondaient aux normes élémentaires d'hygiène (sur la base d'une liste de contrôle de cinq points) (King *et al.*, 2000).

26. Malheureusement, dans de nombreuses villes d'Afrique subsaharienne, les quelques notions que les vendeurs d'aliments peuvent avoir en matière de sécurité sanitaire des aliments ne peuvent pas être mises en pratique en raison de l'absence d'installations de base comme l'eau et les toilettes sur leurs lieux de vente. La plupart des opérateurs vivent dans une situation instable et précaire, parce que le secteur manque de reconnaissance juridique officielle: ils ne sont donc pas en mesure d'investir dans leur activité, ni de programmer le développement de cette activité avec le temps. Le niveau très faible du capital investi par les vendeurs ainsi que les contraintes financières de certains de leurs clients limitent également les améliorations techniques qui peuvent être proposées.

27. Bien que l'urbanisation semble avoir une incidence positive sur le régime alimentaires des jeunes enfants, elle entraîne aussi un certain nombre d'effets pervers tels que la consommation accrue de graisses saturées, de sucre et de sel dans les aliments préparés qui contiennent des quantités excessives de ces substances (FAO, 2004).

4. URBANISATION ET UTILISATION DE RESSOURCES NATURELLES POUR LA PRODUCTION DES ALIMENTS

4.1 Terres agricoles dans le contexte de l'urbanisation

28. Selon la FAO (2003b), l'expansion des terres cultivées en ASS représentait 66 pour cent de l'augmentation de la production des cultures entre 1966 et 1999, alors qu'en Asie du Sud, par exemple, elle ne représentait que 20 pour cent. Elle représentera encore 39 pour cent de la croissance de la production des cultures en ASS entre 1999 et 2030. La terre, un des facteurs de production parmi d'autres, joue encore un rôle clé dans la production des aliments en ASS. Face à la productivité agricole actuelle, on pourrait se demander si la disponibilité de la terre pour la production des aliments est susceptible de devenir, ou est déjà, une contrainte majeure dans la résolution des problèmes d'insécurité alimentaire. En 1997, l'Afrique subsaharienne a utilisé 22 pour cent de son potentiel de terres arables et les projections montrent que ce chiffre passera à 28 pour cent en 2030, pour une superficie totale de 743 millions d'hectares de terres arables (FAO, 2003b). Dans une perspective globale, la terre, comme facteur de production, sera disponible pour la production de cultures pendant plusieurs décennies encore. Néanmoins, même si les

zones rurales pourraient ne pas être directement affectées, la question est de savoir si la disponibilité de la terre pour résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire constitue une contrainte importante au niveau local, en particulier autour des villes, en ASS.

29. Le taux de conversion des terres à vocation agricole en zone d'habitat est approximativement de 2.600 hectares par an dans les zones périurbaines d'Accra (Odame-Larbi, 1996)³. De même, la superficie de la ville de Dar es-Salaam a été multipliée par un facteur de 5 de 1968 à 1982 (Diaz Olvera *et al.* 2003). Au fur et à mesure que les zones urbaines s'étendent, la demande accrue pour la terre et l'évolution des systèmes d'occupation des sols mettent la pression sur les accords fonciers qui sont souvent des dispositions coutumières ou informelles, sans aucun lien avec les institutions légales officielles. Les populations rurales pauvres des zones périurbaines risquent de voir leurs terres expropriées par d'autres personnes tandis que les populations migrantes qui font de l'agriculture urbaine peuvent être en situation d'insécurité foncière par rapport à la terre qu'ils utilisent. Le foncier est donc une contrainte majeure potentielle pour l'APU. La tendance de la conversion de l'occupation des sols pourrait avoir une incidence sur les moyens de subsistance de nombreuses populations pauvres des villes. Par exemple, au moins 20 millions de personnes sont engagées dans différentes formes d'agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest et, dans de nombreuses villes, 60 à 100 pour cent des légumes périssables consommés sont produits à l'intérieur et autour des villes (Drechsel *et al.*, 2006). La majorité de ces personnes sera évincée de ces zones de production agricole à l'intérieur et autour des villes du fait de l'urbanisation, ce qui pourrait accroître le nombre des sans-emploi dans les villes.

30. Si les tendances actuelles d'urbanisation et de productivité agricole se poursuivent, il ne fait aucun doute qu'elles contribueront à réduire la capacité de l'agriculture en ASS à satisfaire les besoins alimentaires des populations urbaines et périurbaines, qui ne cessent d'augmenter en termes de quantité et de diversité. Comme indiqué, ci-dessus, la terre est un facteur clé, parmi d'autres facteurs de production agricole. Malheureusement, en ASS, la dégradation de la terre affecte rapidement les terres arables disponibles et la production des cultures n'augmente pas de manière significative. C'est pourquoi, en réaffirmant l'importance stratégique des engrais dans la réalisation de la Révolution Verte en Afrique, les États membres de l'Union africaine ont accepté d'augmenter l'utilisation des engrais du niveau moyen actuel de 8 kg/ha à au moins 50 kg/ha d'ici 2015 (Sommet africain sur les engrais, 2006). Néanmoins, les estimations actuelles de la FAO (2003b) montrent que la consommation des engrais dépassera à peine 10 kg/ha des terres arables d'ici à 2015. Si plus d'investissements ciblés ne sont pas faits en vue de l'accroissement de la productivité agricole, la disponibilité et la dégradation des terres deviendront une contrainte sérieuse pour la réalisation de la sécurité alimentaire dans les villes, les zones périurbaines, et même dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne.

31. Le taux élevé de l'expansion des zones urbaines en ASS et, surtout, la manière dont d'autres terres sont intégrées dans le domaine urbain a aussi des implications sociales et environnementales importantes. Les défis environnementaux posés par la conversion des écosystèmes naturels et agricoles en terres à vocation urbaine ont des conséquences importantes sur le fonctionnement des systèmes locaux et mondiaux. Leur degré de gravité dépend de l'endroit où et de la manière dont les localités urbaines s'étendent. La

³ Cité par Asomani-Boateng (2002).

forme et le sens que prend la croissance urbaine future ainsi que la manière dont la terre est aménagée, seront essentielles pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté au niveau local. Bien que l'on ne manque pas de terres, il y a un manque de politiques proactives d'aménagement des terres pour assurer une sécurité alimentaire et une urbanisation durables. Dans la mesure où la terre est si précieuse aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale, il est indispensable de conjuguer plusieurs approches d'occupation des sols, en vue de sauvegarder et d'améliorer la génération de services de protection des écosystèmes.

4.2 Ressources hydriques dans le contexte de l'urbanisation

32. La plupart des villes en Afrique subsaharienne dépendent des ressources en eaux de surface nationales et internationales pour satisfaire leurs besoins en eau au niveau domestique et industriel. Showers (2002) a démontré que, de 1970 à 1999, le nombre de villes en ASS dépendant des eaux souterraines a chuté de 58 à 47 pour cent, tandis que le nombre de villes utilisant les eaux de surface a augmenté, passant de 55 à 68 pour cent. La dépendance des eaux de surface avoisinantes est passée de 62 à 42 pour cent alors que l'utilisation de l'eau des fleuves situés à plus de 25 km de distance a augmenté, de 39 à 58 pour cent. Il existe, par exemple, des projets qui visent l'approvisionnement en eau de Nouakchott (Mauritanie) et de Lomé (Togo), respectivement à partir du fleuve Sénégal et du fleuve Volta qui sont situés à plus de 50 km de ces villes.

33. Les eaux de surface deviennent donc, de plus en plus utilisées comme sources d'approvisionnement en eau à des fins domestiques et industrielles. Plus les villes africaines se développent rapidement, plus leurs besoins d'eau s'accroissent, augmentant du même coup la concurrence pour les prélèvements d'eau agricole. Dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, comme l'Afrique australe et le Sahel, les villes sont déjà en concurrence avec l'agriculture pour les rares ressources en eau. Aussi, l'agriculture urbaine et périurbaine recourt-elle à l'utilisation des eaux résiduaires avec tous les risques que cela comporte pour la santé mais aussi des avantages en matières nutritives.

34. L'urbanisation affecte véritablement la qualité et la quantité des ressources en eau disponibles et change le cycle hydrologique. La construction des infrastructures, avec le béton et le goudron qui recouvrent le sol, entraîne des altérations du flux d'eau, comparativement à une captation d'eau rurale équivalente. Une proportion plus élevée d'eaux de pluie se transforme en eau de ruissellement, ce qui accroît la quantité d'eau de crues, qui se dégrade en charriant toutes les substances polluantes des rues urbaines. Une infiltration réduite, due à des surfaces imperméables, associées à des taux élevés d'extraction élevés, entraîne la baisse des niveaux des eaux souterraines dans de nombreuses villes et la marée saline au niveau des nappes souterraines dans les villes côtières.

35. En raison de l'insuffisance des infrastructures, 20 à 80 pour cent des déchets solides des villes africaines sont déversés dans des espaces à ciel ouvert, des plans d'eau et des caniveaux (PNUE, 1999). Par exemple, Dar es-salaam, par exemple, produit un volume de déchets estimé à 2 000 tonnes par jour, alors que la capacité d'élimination de la ville n'est que de 100 tonnes par jour (Mosha, 1990)⁴. Selon le PUNE (1999), la

⁴ Cité par PNUE (1999)

pollution dans les villes en expansion rapide constitue une menace sérieuse à l'équilibre écologique de 38 pour cent de l'ensemble du littoral en Afrique.

4.3 Agriculture urbaine et périurbaine

36. De nombreux migrants ruraux à la recherche de meilleurs moyens de subsistance dans les villes ont des origines agricoles et se retrouvent souvent à participer à des activités informelles comme l'agriculture urbaine et périurbaine (APU). Selon Drechsel *et al.* (2006), au moins 20 millions de personnes sont impliquées dans différentes formes d'agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest et dans de nombreuses villes, 60-100 pour cent des légumes périssables consommés sont produits dans les limites de la ville. Les données sur l'agriculture urbaine en Afrique de l'Est indiquent que cette activité apporte une contribution précieuse au développement national et à la sécurité alimentaire. La production brute annuelle de plus de 10 000 entreprises d'agriculture urbaine dans la ville de Dar es-Salaam atteignait 27,4 millions de dollars USD au total, avec une valeur ajoutée annuelle s'élevant à 11,1 millions de dollars USD. En 1991, le bénéfice moyen annuel d'un planteur urbain individuel était estimé à 1,6 fois le salaire minimum annuel (Sawio, 1998).

37. L'APU apparaît comme un système agricole productif et générateur de revenus qui devrait être considéré comme faisant partie intégrante du système urbain, dans la mesure où il assure la nourriture et des emplois, contribue à l'écologie urbaine et se dispute les ressources naturelles avec d'autres fonctions urbaines. L'APU peut également contribuer à l'assainissement urbain par le recyclage des déchets solides et liquides. Une participation effective et le renforcement des capacités des acteurs de l'APU sont essentiels à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire dans les villes, ainsi qu'à un développement urbain harmonieux.

38. Cependant, il y a de plus en plus une utilisation inappropriée des eaux résiduaires urbaines dans de nombreuses villes, pour la production de produits vivriers. On ne soulignera jamais assez les risques sanitaires que cela comporte. Le type, l'impact et la gravité de ces problèmes varient considérablement d'une ville à une autre en ASS. La viabilité à long terme de l'APU comme stratégie de subsistance pour une urbanisation durable dépendra donc de la manière dont les producteurs principaux et les autorités municipales trouveront des mesures appropriées pour réduire les risques potentiels pour la santé et à l'environnement. Dans ce contexte, des options appropriées de non traitement pour l'utilisation des eaux résiduaires, telles que les techniques de recherche d'eau potable, l'utilisation de fosses de sédimentation, l'interruption de l'irrigation plusieurs jours avant la récolte, l'utilisation de l'irrigation au goutte-à-goutte, etc. pourraient contribuer à réduire les risques pour la santé et l'environnement.

4.4 Foresterie urbaine et périurbaine

39. La foresterie urbaine et périurbaine a un rôle potentiel important à jouer dans la prise en charge des problèmes sociaux et environnementaux liés à l'urbanisation rapide et non contrôlée dans de nombreuses régions de l'Afrique subsaharienne. Dans de nombreux pays, une grande partie de la population urbaine dépend encore largement du bois de chauffe pour ses besoins d'énergie domestique. Par exemple, au Sénégal, la consommation de charbon en zone urbaine est estimée à elle seule à 900 000 m³ par an, ce qui correspondrait à 3 000 ha de savane et de steppe sur un rayon de 60 à 600 km autour

de la ville (FAO, 1993). La production de bois de chauffe est donc une fonction évidente qui ne devrait pas être ignorée dans la conception des systèmes forestiers urbains et périurbains en Afrique subsaharienne. Les plantations urbaines et les zones vertes peuvent également fournir des produits forestiers non ligneux. L'on trouve encore le baobab (*Adansonia digitata*), le palmier palmyre (*Borassus aethiopum*), le palmier doum (*Hyphaene thebaica*) dans de nombreuses villes et autour de ces villes en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Parmi ces espèces, le baobab est l'un des arbres les plus utilisés en raison des valeurs nutritives élevées de ses feuilles (riches en vitamine A, calcium, potassium, fer, magnésium, etc.). Selon Busson (1965), aucune autre plante cultivée ne peut remplacer les valeurs nutritives des feuilles du baobab dans le régime alimentaire des pays sahéliens. Cet arbre est, à l'heure actuelle, cultivé de manière intensive autour de Ségou au Mali et contribue à la génération de revenus (FALL, 2004). Dans les zones périurbaines, le développement de vergers est une source importante d'approvisionnement des villes en fruits.

40. Malheureusement, la situation démographique urbaine en Afrique subsaharienne met en jeu la durabilité environnementale des villes et le bien-être des habitants. L'intensification et l'extension des villes, ignorant la capacité d'occupation des sols et les besoins locaux en matériaux de construction ligneux et en bois de chauffe, ont contribué à un épuisement terrible du couvert végétal et du couvert forestier dans les villes et autour des villes. Les villes souffrent, par conséquent, d'inondations, d'invasion de la poussière, de pénurie d'eau, d'érosion des sols, etc. Le développement durable de la foresterie urbaine et périurbaine et la promotion de sa contribution à la sécurité alimentaire, de manière générale, nécessitent une approche audacieuse et stratégique. Le développement et la promotion de pratiques prenant en compte les politiques, l'environnement légal et social spécifiques des villes d'Afrique subsaharienne en vue de la réduction de la pauvreté, nécessitent un dialogue étroit entre la foresterie urbaine, l'agriculture urbaine et le développement urbain.

5. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

41. L'urbanisation rapide des villes en Afrique subsaharienne (ASS) a entraîné dans son sillage une vague de problèmes sans précédents. Bien qu'il ne soit pas économiquement souhaitable d'arrêter l'urbanisation, le principal défi réside dans la façon de gérer la croissance urbaine de manière plus durable. Une vision s'impose: Celle d'une urbanisation durable en ASS axée sur la planification, l'information et la gouvernance.

- La croissance urbaine a lieu, pour l'essentiel, dans des villes petites et moyennes. Elles possèdent une plus grande souplesse pour faire face à une croissance rapide, mais disposent de moins de ressources. Les politiques urbaines devraient mettre davantage l'accent sur l'aide à apporter à ces villes pour qu'elles connaissent une croissance durable, en particulier par rapport à la gestion des ressources hydriques et la prévention de la pollution;
- De nombreuses villes pourraient réduire les problèmes sociaux en planifiant à l'avance les besoins des populations pauvres. Il est donc important de surveiller la pauvreté urbaine, son intensité et ses symptômes. Il est nécessaire de mettre en place une base de données appropriée pour la planification urbaine et l'aménagement du territoire, en évaluant l'impact des politiques macroéconomiques et des stratégies de développement sur les populations urbaines et l'impact des politiques de réduction de la pauvreté.

- Il est également nécessaire d'améliorer, au cours des deux décennies à venir, les infrastructures, la logistique de la chaîne alimentaire et le transport à partir de l'intérieur, en particulier en Afrique de l'Ouest et du Centre.

42. La plupart des habitants des villes de l'ASS travaillent dans le secteur informel, pour des salaires faibles. Malheureusement, l'accès individuel à la nourriture dans les zones urbaines dépend de la capacité à générer des revenus.

- Dans ce contexte, les gouvernements devraient reconnaître le rôle que jouent le PAU et les vendeurs d'aliments de la rue en mettant des aliments à la disposition des familles pauvres des zones urbaines et en permettant aux femmes de gagner des revenus. Ces secteurs clés, dominés par les femmes, ont besoin d'être réglementés et assistés dans la lutte contre la pauvreté urbaine croissante, l'inégalité et l'insécurité alimentaire dans les villes d'Afrique subsaharienne.
- Une approche spécifique des activités de contrôle des aliments doit être élaborée par les municipalités, étant donné que ce secteur est généralement pris en charge au niveau décentralisé. Toutefois, la mise en œuvre de cette approche nécessite le renforcement des capacités du personnel technique municipal.

43. La malnutrition sous toutes ses formes est une préoccupation de plus en plus grande des villes d'Afrique subsaharienne. Il est essentiel de mettre en place des stratégies appropriées en vue d'assurer la disponibilité et l'accessibilité d'aliments sains et sans risque et d'encourager un comportement de consommateur approprié, en encourageant, par la même occasion, la production de ce type d'aliments dans les zones rurales, urbaines et périurbaines et en renforçant les moyens de subsistance des acteurs tout au long de la chaîne de valeur.

44. Pour être efficaces, les politiques conçues pour régler les problèmes de pauvreté urbaine doivent prendre en compte les questions liées aux politiques de développement rural.

- Il est essentiel de se pencher sur les problèmes fonciers et les services de base pour les pauvres afin d'obtenir une meilleure sécurité foncière, de meilleurs habitats, et de meilleures stratégies de subsistance dans les zones urbaines; il est également important de leur donner l'occasion de participer au processus de formulation de politiques afin de leur permettre de trouver des solutions à leurs problèmes;
- Une politique d'amélioration du développement rural par le biais d'investissements agricoles est également souhaitable à condition que cela ne crée pas d'effets de distorsion au niveau de l'économie urbaine;
- Les politiques alimentaires (notamment au niveau de l'importation) devraient être revues afin d'obtenir une plus grande pérennité et d'améliorer les moyens de subsistance des planteurs ruraux et périurbains.

45. Si des terres arables suffisantes sont encore disponibles pour l'agriculture au niveau mondial, l'urbanisation en ASS a entraîné une réduction croissante de ces terres.

- Il est essentiel, en planifiant l'expansion des villes, de prendre véritablement en compte les besoins en matière de développement agricole, la gestion des ressources naturelles intégrées et l'exode rural. Les politiques concernant la terre devraient reconnaître l'APU et en tenir compte. Le but serait de réduire la zone de couverture urbaine en réglementant et en orientant cette expansion avant qu'elle ne se produise.

- Le développement et la promotion de pratiques prenant en compte les politiques, l'environnement légal et social spécifiques des villes d'Afrique subsaharienne en vue de la réduction de la pauvreté, nécessitent un dialogue étroit entre la foresterie urbaine, l'agriculture urbaine et le développement urbain.
- Le défi de l'alimentation des villes consiste donc à créer l'environnement favorable pour les investissements requis pour l'accroissement de l'activité agricole, de la transformation alimentaire et de l'accès à une nourriture saine. Relever ce défi de manière adéquate aidera à promouvoir le développement des zones périurbaines et rurales.

46. Les autorités municipales devraient également entreprendre une planification stratégique à l'échelle des villes pour concevoir et mettre en œuvre des systèmes de gestion intégrée des déchets solides et liquides (y compris des options de recyclage) qui répondent à une croissance démographique et industrielle dynamique. En outre, en ce qui concerne la planification urbaine et l'aménagement du territoire, les autorités municipales devraient évaluer les coûts sociaux, économiques et environnementaux de l'extension anarchique et veiller à l'implication de toutes les parties prenantes.

Références

- Africa Fertilizer Summit.** 2006. Abuja Declaration on Fertilizer for an African Green, 3p (<http://www.africafertilizersummit.org/>)
- Asomani-Boateng, R.** 2002. Urban cultivation in Accra: An Examination of the nature, Practices, Problems, Potentials And Urban Planning Implications, *City Farmer*. (<http://www.cityfarmer.org/AccraRaymond.html>)
- Baker, J.; Pedersen, P.O.** 1992. The rural–urban interface in Africa. Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, Sweden, Seminar Proceedings No. 27
- Cohen B.** 2006. Urbanization in developing countries: current trends, future projections, and key challenges for sustainability. *Technology and society*, 28(2006) 63-80.
- Cardinale, E.; Gros-Claude P.J.D; Tall F., Gueye E.F., Salvat G.** 2005. *International Journal of Food Microbiology* 103 (2005) 157– 165
- Diaz Olvera, L.; Plat D.; Pochet P.** 2003. Transportation conditions and access to services in a context of urban sprawl and deregulation: The case of Dar es Salaam. *Transportation policy*, 10(2003) 4:287-298
- De Langen, M.** 1994. Synthèse des résultats de l'étude sur le transport au Kenya et en Tanzanie, dans l'atelier sur la mobilité urbaine et le transport non motorisé en Afrique subsaharienne, du 11 au 13 octobre, Nairobi, 14 p.
- Drechsel, P.; Graefe, S.; Sonou, M.; Cofie, O. O.** 2006. Informal irrigation in urban West Africa: An overview. *IWMI Research Report 102*. 40p.
- Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).** 2003a. Trade reforms and food security: Conceptualizing the linkages, FAO, Rome, 315p.
- FAO.** 2003b. World agriculture: towards 2015/2030, an FAO perspective. Bruinsma J. (ed), FAO EARTHSCAN, 432p.
- FAO.** 2004. Globalization of food systems in developing countries: impact on food security and nutrition. FAO, Rome, 97p.
- FAO.** 2005. Farming in urban areas can boost food security. *FAONewsroom*, 2005. (<http://www.fao.org/newsroom/en/news/2005/102877/index.html>)
- FAOSTAT.** 2007. Importations et exportations de produits agricoles sélectionnés (céréales). (<http://faostat.fao.org/default.aspx>)
- Gadaga T, Samende B. K., Musuna C, Chibanda D.** 2007. The microbiological quality of informally vended foods ..., *Food Control* (2007), (à l'impression)

King L.K.; Awumbila B.; Canacoo E.A; Ofosu-Amaah S. 2000. An assessment of the safety of street foods in the Ga district, of Ghana; implications for the spread of zoonoses *Acta Tropica* 76 (2000) 39–43

Levin E., Ruel M.T., Morris S. S., Maxwell D. G. 1999. Working Women in an Urban Setting: Traders, Vendors and Food Security in Accra *World Development* Vol. 27, No. 11, pp. 1977-1991

Mandela N. 2000. African cities under strain: Initiatives to improve housing, services, security and governance in *Africa Recovery*, Vol.15#1-2, page 30
(<http://www.un.org/ecosocdev/geninfo/afrec/vol15no1/151city.htm>)

Maxwell, D., Levin, C., Amer-Klemesu, M., Ruel, M., Morris, S. and Ahiadeke, C. 2000. Urban livelihoods and food and nutrition security in Greater Accra, Ghana Research Report 112, International Food Policy Research Institute, Washington DC

UNEP. 1999. *Global environmental outlook 2000.*

United Nations Population Fund (UNFPA). State of world population 2007: Unleashing the potential of urban growth. 108p

United Nations Secretariat (UNS). 2007. *World Population Prospects: The 2006 Revision and World Urbanization Prospects: The 2005 Revision.*

Ravallion, M.; Chen, S.; and Sangraula, P. 2007. New Evidence on the Urbanization of Global Poverty, *World Bank Policy Research Working Paper 4199*, April 2007, 48p. (<http://econ.worldbank.org>).

Ruel M T., Haddad L. and Garrett J. L. 1999. Some facts of life: Implications for research and policy. Food consumption and Nutrition Division discussion paper No. 64, *IFPRI*, 60p.

Satterthwaite D. 2005. the under-estimation of urban poverty in low-and middle-income nations. *Poverty reduction in urban areas series, working paper* 14, 70p.

Savané, M. A. 1992. Populations et gouvernements face aux problèmes alimentaires: regards sur des zones de l’Afrique de l’Ouest, UNRISD 92/1, Genève.

Sawio, C. J. 1998. Agriculture urbaine à Dar-Es-Salaam. Document présenté à l’atelier sur Cities feeding people: lessons learned from projects in African cities. IDRC. Nairobi. 21-25 juin 1998.

Showers K. B. 2002. Water scarcity and urban Africa: An overview of urban-rural water linkages. *World Development* 30 (2002) 4: 621-648

Smith, L.C. et Aduayom, D. 2003. Measuring food insecurity using household expenditure surveys: new estimates from Sub-Saharan Africa. Document préparé pour une présentation à l’atelier sur « Food security measurement in a developing world context with a focus on Africa »

Banque mondiale. 2007. Rapport sur le développement dans le monde 2008: L’agriculture au service du développement, *Banque mondiale*, 338p.